

Lettre ouverte à Monsieur le ministre de l'éducation nationale

Cambrai le 17 septembre 2017,

Monsieur le Ministre,

Vous allez, ce jeudi 19 septembre vous rendre dans le Cambrésis pour visiter avec Mme Poirson, secrétaire d'état auprès du ministre chargé de la transition écologique le Collège Paul Langevin d'Avesnes-Les-Aubert.

Nous aurions pu solliciter de votre part une entrevue au nom des organisations syndicales que nous représentons, le SNES FSU et la CGT Educ'Action.

Nous ne viendrons pas à votre rencontre. Nous serons en classe devant nos élèves. Nous ne participerons pas à ce qui ressemble à une opération de communication de plus.

Depuis le début de votre mandat, de nombreux collègues ont ressenti un profond mépris à leur rencontre. Cela fait des mois que vous avez systématiquement refusé de recevoir nos organisations syndicales au niveau national.

Il y a quelques semaines, en juin dernier, vous avez poussé les personnels à rentrer en grève le jour de la surveillance des écrits du baccalauréat et du diplôme national du brevet parce que vous refusiez de recevoir leurs représentants, parce que vous vous êtes obstiné à imposer vos réformes sans aucune prise en compte des professionnels que nous sommes.

Contre l'avis du conseil supérieur de l'éducation, vous avez imposé la réforme du lycée, des programmes, le nouveau bac qui, en instaurant 40% d'évaluation au local met en péril la valeur même du diplôme.

Vous imposez la mise en place de Parcours Sup qui crée une sélection à l'entrée du supérieur et qui cette année encore, n'a pas démontré son efficacité : aucun bilan partagé et concerté n'a été présenté depuis 2 ans. Les conséquences pour de nombreux élèves sont douloureuses : c'est le cas par exemple des élèves de filières ST2S qui n'ont pas pu accéder aux IFSI comme précédemment avec le concours.

La réforme du lycée dont le principal objectif est de faire des économies budgétaires, met les personnels et établissements en concurrence : sur notre territoire, tous les lycées n'ont pas pu offrir à leurs élèves un choix de spécialités leur permettant d'accéder à une offre d'enseignement variée et large. Le fossé se creuse entre les lycées ruraux et urbains.

Vous venez visiter un collège de l'académie de Lille : lors de cette rentrée c'est l'équivalent de 287 postes que votre ministère a supprimé dans notre région. Les effectifs en collège lors de cette rentrée dépassent les seuils et les classes à 30 se multiplient. Et il semble que les prévisions budgétaires continuent pour 2020 d'annoncer des suppressions d'emploi pour le second degré alors que nous allons accueillir encore plus d'élèves. De même, de ces collèges disparaissent les Psy-En, laissant reposer le travail d'orientation sur les seuls enseignants. Votre réforme de l'inclusion aboutit à une prise en charge des élèves en situation de handicap qui se dégrade, « la mutualisation des moyens » cachant en fait le manque criant de personnels laissés dans une précarité insupportable. Partout les moyens en personnel d'éducation, de santé, en assistants sociaux manquent dans l'éducation nationale.

Oui, les personnels de l'éducation nationale n'ont plus confiance : gel des salaires, absence de revalorisation, perte de pouvoir d'achat, inquiétude forte pour leurs pensions de retraite, journée de carence, formation imposée durant les vacances scolaires, dérèglementation et inégalités entre les établissements, suppression de la gestion paritaire des carrières et devoir d'exemplarité pour mieux museler ceux qui osent vous critiquer...

Vous comprendrez ainsi que ce que nous attendons ce n'est pas une visite, qui ne servira que votre communication : ce sont des actes qui nous rendent confiance et sérénité dans l'exercice de notre métier.

Soyez assurés de notre plein dévouement au service des élèves qui nous sont confiés.

Nous attendons d'urgence une autre politique, le service public d'éducation va mal, monsieur le Ministre.

Les sections syndicales SNES FSU et CGT Educ'action du Cambrésis